

Appel à candidatures

FOREDUC (<http://foreduc.u-paris10.fr/projet.html>) est un réseau pluridisciplinaire et international d'analyse de la dynamique des systèmes éducatifs. Créé en 2001 à la suite d'un projet européen d'étude des transformations des structures éducatives de la Fédération de Russie, il a publié quatre ouvrages collectifs¹. Il décide maintenant de consacrer le reste de ses ressources au financement d'un jeune chercheur qui s'intéresserait à la structuration transnationale de l'industrie des services d'enseignement.

Apparaît en effet comme mutation centrale le passage de l'instruction du statut d'« institution » nationale à celui de fournisseur de services d'enseignement. Cette banalisation implique que l'éducation puisse désormais relever des mêmes règles, normes et stratégies qui régissent la production, la distribution et l'échange des autres services. A la racine de ce mouvement est l'effacement des frontières (entre nations, et entre secteurs marchands et non marchands à l'intérieur des espaces nationaux) qui font obstacle à la mobilité des capitaux :

1. la mobilité globale des capitaux met en compétition les espaces nationaux et leurs facteurs immobiles pour les attirer / retenir. D'où une double contrainte qui pèse sur l'enseignement et la recherche publics : du côté des objectifs la contrainte de compétition de l' « économie du savoir », du côté des moyens la contrainte budgétaire résultant de la compétition fiscale et de la pression des marchés financiers. La solution est actuellement cherchée dans (i) le report des coûts sur les revenus du travail national, (ii) l'adoption des méthodes de gestion des entreprises industrielles, supposées plus efficaces, (iii) la diversification marchande des activités des établissements.
2. A la recherche de nouveaux gisements de profits, les capitaux pressent les pouvoirs politiques nationaux d'effacer la frontière qui leur interdisait de pénétrer le secteur non marchand public. Toutefois, dans un domaine comme celui de l'enseignement et de la recherche où les gains de productivité potentiels sont limités, les taux de rentabilité exigés des actionnaires ne peuvent être obtenus sans le concours gratuit ou à faible coût de ressources publiques (politiques, fiscales, financières, matérielles et humaines). Ces capitaux s'installent donc de préférence à la périphérie du « cœur de métier » non rentable (recherche fondamentale, formation des enseignants-chercheurs, équipements lourds de laboratoires, bibliothèques et banques de données, etc.) laissé au public.

¹ *Les transformations du système éducatif de la Fédération de Russie*, Paris, IPE/UNESCO, 2001 ; *Pouvoirs et mesure en éducation*, Cahiers de la Recherche sur l'Éducation et les Savoirs, Hors série n°1, juin 2005 ; *Pouvoirs et financement en éducation : qui paye décide ?*, Paris, L'Harmattan, 2007. *L'enseignement supérieur entre nouvelle gestion publique et crise systémique*. Cahiers de l'Ismea. Tome XLIV, n°4, avril 2010, "Hors-Série", HS, n°43.

On pourrait en première approximation diviser le secteur en deux en fonction de la nature du produit :

- Celui des services d'enseignement proprement dits, objet d'une lutte de « parts de marché » entre le non marchand financé sur fonds publics et le marchand à but lucratif. L'arbitrage est d'abord politique (libéralisation des échanges internationaux de services éducatifs, dégradation du service public, politiques volontaristes de promotion des exportations avec l'établissement de zones franches et la constitution de *hubs* de services d'enseignement *for-profit*, etc.). Mais l'ouverture des établissements publics à la recherche de ressources extra-budgétaires (universités « entrepreneuriales ») expose également ceux-ci à la concurrence directe avec les firmes multinationales dans la recherche du profit. On observe donc à la fois : (a) une convergence des stratégies : ouvertures de filiales, réseaux de franchisage, concentration par rachat d'établissements, association avec des capitaux privés ou publics locaux, politique de fixation des frais de scolarité, (b) une hybridation des financements et des décisions avec les multinationales du secteur (ex. de la fourniture de services en ligne).
- Celui des biens et services périphériques : édition scientifique et scolaire, conception de programmes et de logiciels, services de *consulting*, de *testing*, de *lobbying*, de *branding*, de *ranking*, de gestion et d'inspection des établissements publics ; agences d'assurance qualité et de certification ; services financiers de prêts aux étudiants, etc. On trouve dans ce secteur aussi bien de grands conglomérats (ex *Pearson*) que des firmes de consultants internationaux (ex *Eduventures*²) qui conseillent aussi bien les investisseurs que les gouvernements, des fondations philanthropiques (ex. *Bill & Melinda Gates*) ou des filiales de bailleurs de fonds (ex : *Edinvest*³), etc.

Ce dernier sous-secteur se développe rapidement, répondant aussi bien aux besoins des investisseurs sur un marché récemment ouvert qu'à la demande de restructuration compétitive des secteurs éducatifs nationaux émanant des gouvernements. Ce qui lui confère un poids déterminant dans la définition et la mise en œuvre de ces restructurations, en liaison avec les firmes leaders du premier secteur qui chevauchent les deux (ex de *Pearson*, dont l'activité va de l'édition à l'achat d'universités). La restructuration en cours des secteurs éducatifs procède ainsi d'une hybridation opaque des financements et des décisions qui rend difficile – et d'autant plus urgente – l'analyse de ces processus, peu étudiés jusqu'ici. Un enjeu central de cette restructuration pourrait être le suivant : la compétition de l'économie dite « de la connaissance » incite les gouvernements à privilégier un petit nombre de champions nationaux au détriment de l'instruction de masse, et cela d'autant plus que la surproduction mondiale actuelle de diplômés fait apparaître cette dernière économiquement inutile et politiquement dangereuse dans des sociétés qui se polarisent rapidement. L'impossibilité politique de freiner ouvertement une demande qui croît à mesure que les revenus des classes moyennes stagnent ou régressent pose désormais publiquement la question du « low cost » éducatif : enseignement public présentiel « au rabais » ou industrialisation de l'enseignement numérique, domaine où le *for-profit*, déjà largement implanté dans la formation continue et dans les pays hors OCDE, est en pointe.

² “In 1993 entrepreneur Michael Sandler combined his business acumen and personal interest in the reform of public education to form *Eduventures*. The firm was probably the first company focused on the new breed of businesspersons forming firms to change teaching and learning with the sale of new products, services and programs” http://blogs.edweek.org/edweek/edbizzbuzz/2008/02/eduventures_sale_suggests_the.html

³ EdInvest, département de l'International Finance Corporation, (Banque Mondiale), “was initiated in 1998 as an . . . on-line investment information forum on private sector development in education.”

L'ampleur et la rapidité des transformations structurelles en cours, ainsi que le secret dont elles bénéficient le plus souvent, excluent à ce stade toute tentative de description et d'analyse d'ensemble. Mais il est possible d'y apporter des éclairages : analyse des stratégies de groupes multinationaux (concentration, diversification, concours des ressources publiques, méthodes de conquête de marchés, etc.), politiques d'implantation à l'étranger d'établissements juridiquement publics (partenariats public-privé, filiales, franchisages, politiques de prix, etc.), études de cas de vente clefs en mains de politiques d'éducation à des petits pays, analyse des modèles proposés par les consultants aux gouvernements ou aux établissements et des conditions de leur mise en oeuvre, restructurations public-privé, étude des effets structurels du financement de l'éducation par les bailleurs de fonds et les fondations philanthropiques, analyse de la mise en place de *hubs* ou de zones franches universitaires, étude des acteurs de la production des normes qui contraignent les restructurations, analyse des marchés de l'enseignement numérique, etc.. L'essentiel est que l'angle d'attaque adopté contribue à éclairer les logiques de restructuration et les rapports de pouvoirs à l'oeuvre dans les mutations en cours.

- Cet appel à candidatures laisse donc ouverts aussi bien la discipline d'appartenance que le niveau (de master 2 à post-doc) du chercheur.
- D'après les services de l'Université de Paris Ouest, et dans les conditions réglementaires actuelles, les ressources de FOREDUC doivent permettre de financer de 17 mois d'étudiant en master (1318 € nets/mois) à un an de post-doc (1804€ net).
- Les dossiers de candidature seront adressés à Annie Vinokur (vinokur@u-paris10.fr) et Carole Sigman (carole.sigman@u-paris10.fr) avant le 15 juillet 2011. Ils devront comprendre un CV, le nom et les coordonnées du directeur de recherche (s'il y a lieu), et le projet de recherche (10 p. max). Les candidats recevront une réponse au plus tard dans les premiers jours de septembre.

Pour toute information complémentaire : Annie Vinokur (vinokur@u-paris10.fr); tel : 01.42.62.01.20.

**